



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241

LE 22 JANVIER

N° 175

PRIX : 3 FF



SOUDAN

REVOLTES ET GREVES

ZAMBIE

CONTRE LES

MESURES D'AUSTERITE

DJIBOUTI

SOMMAIRE AU VERSO



SOMMAIRE

Page 2

- Editorial

Pages 3 et 4

- Kaolack: un exemple d'effort collectif pour survivre

Page 4

- Sénégal: la campagne d'arachide est mauvaise. A qui la faute ?

Pages 5 et 6

- Côte d'Ivoire: Houphouët Boigny a perdu son pari
- Houphouët Boigny: "Je suis né dans l'or"

Pages 6 et 7

- Immigration: entre les discours de "bonne année" et les actes, il y a une marge.

Pages 8, 9 et 10

- Namibie: un Etat indépendant de plus mais pas plus de liberté ni moins d'exploitation.

Pages 10 et 11

- 1988: une année de paix?

A B O N N E M E N T

France: 1 an

- Pli ouvert: 55 FF
- Pli fermé: 65 FF

Etranger

- Ecrire au journal

A D R E S S E

DUFEAL COMBAT OUVRIER
Pour le PAT, B.P. 42
92114-CLICHY Cedex

éditorial

SOUDAN-ZAMBIE-DJIBOUTI...

GREVES ET REVOLTES CONTRE LES MESURES D'AUSTERITE

Ces derniers temps-ci, plusieurs pays africains ont connu une période d'explosion de colère suite à des décisions du pouvoir de ronger encore plus sur les conditions de vie déjà misérables des travailleurs et de leurs familles.

Au Soudan, les dirigeants ont commencé tout d'abord par augmenter de 500% le salaire minimum. Deux jours après, ils décident d'augmenter le prix du sucre de 500% et d'ajouter une taxe supplémentaire de 15% sur tous les produits. Ces décisions ont immédiatement provoqué dans tout le pays un important mouvement de protestation conduit par la Fédération des Syndicats des travailleurs Soudanais, qui a appelé à une grève générale. Et très vite, malgré les interventions de la police, le pays s'est trouvé paralysé, l'aéroport de Khartoum fermé. Devant la situation devenue explosive, le gouvernement a fini par reculer en annulant sa décision d'augmenter les prix et en s'engageant dans une politique de concertation avec les syndicats.

En Zambie, c'est la décision d'augmenter le prix du maïs (l'aliment de base du pays) qui a mis le feu aux poudres. Des émeutes ont éclaté dans plusieurs villes du pays. Les manifestations ont commencé dans la région minière du pays, région très touchée par le chômage mais où la classe ouvrière est la plus concentrée et la plus combative. C'est également dans cette même région qu'avaient éclaté les émeutes de décembre 1986 suite à l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Face à la colère violente, le gouvernement de Kenneth Kaunda avait alors dû reculer après avoir fait tirer sur les manifestant. Mais cette année, le gouvernement veut revenir sur les décisions qu'il avait supprimées. Les travailleurs et les chômeurs dont le niveau de vie n'a fait que baisser d'année en année ne sont pas restés les bras croisés. On parle déjà d'une soixantaine d'arrestations parmi les jeunes chômeurs manifestants. Mais les travailleurs n'ont pas encore dit leur dernier mot.

A Djibouti, 4 personnes ont été tuées et une centaine d'autres blessées lors d'affrontements entre forces de l'ordre et habitants d'un bidonville. Ces derniers s'opposaient à la décision du gouvernement de les expulser de leur taudis soi-disant qu'ils s'étaient illégalement installés sur un terrain public. Mais les habitants ne se sont pas laissés faire. Ils se sont défendus contre les assauts de la gendarmerie, contre les grenades lacrymogènes et les fusils. Le gouvernement veut les chasser purement et simplement sans chercher à les reloger dans un endroit plus viable soi-disant que ce sont des "étrangers".

Au Maroc aussi, les travailleurs des mines ont fait grève pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Certains d'entre eux ont été arrêtés.

Comme on peut le constater, ici et là dans le continent africain éclatent des luttes. Les populations laborieuses déjà au bord de la misère ne peuvent plus reculer tant leurs conditions d'existence sont dures. Les gouvernements, sous prétexte qu'il faut assainir l'économie, veulent encore s'en prendre au pouvoir d'achat des populations pauvres. Mais les travailleurs ont montré que lorsqu'ils sont mobilisés, ils peuvent faire reculer les pouvoirs. Ceux du Soudan en ont fait la démonstration en décrétant immédiatement la grève générale.

Mais on sait par avance que même lorsque les gouvernements reculent, c'est pour revenir à la charge lorsque la mobilisation baisse. C'est ce que le gouvernement de Kaunda a voulu tenter. C'est pour cela qu'il est de l'intérêt des travailleurs et de tous les exploités qu'ils s'organisent et se mobilisent non pas seulement pour se défendre contre les attaques du pouvoir, mais pour imposer leur volonté aux dirigeants locaux comme à leurs maîtres de New-York, de Paris, de Londres ou d'ailleurs.

SENEGAL

KAOLACK : UN EXEMPLE D'EFFORT COLLECTIF POUR SURVIVRE

Dans la région de Kaolack, des centaines de paysans -surtout des jeunes- ont créé depuis trois ans treize organisations villageoises regroupées au sein d'une association appelés "Entente de regroupements associés de Koungheul".

Avec une cotisation de 100 000 FCFA par an versée par chacune des organisations membres et le concours des ONG (Organisations Non Gouvernementales), les paysans ont pu se doter d'un minimum d'infrastructure et d'outils de travail tels que puits, moulins à mil, matériels agricoles, semences d'arachides, etc... Et pour faciliter les cultures, par exemple le maraîchage, les paysans ont formé des champs collectifs.

Grâce à une telle organisation collective du travail, l'association des paysans semble avoir donné des résultats encourageants. Cela rend les responsables de cette association très optimistes et certains d'entre eux n'hésitent pas à dire qu'ils ont une solution à "tous les problèmes d'emploi de la jeunesse". "Le Soleil" (journal gouvernemental) du 11 janvier y va également de sa note optimiste. Après avoir fait l'éloge des fondateurs de cette association, il voit dans leur initiative un moyen de "vaincre le sous-développement au Kaolack".

Cette initiative de ces paysans qui se prennent en charge eux-mêmes en faisant preuve d'un certain dynamisme est fort louable. Les paysans sont abandonnés à eux-mêmes et quand les dirigeants pensent à eux, c'est en général pour les pressurer davantage. Le fait que ceux de Kaolack en soient réduits à créer ce genre d'association, à se serrer donc en quelque sorte les coudes pour survivre, est une condamnation de la politique des dirigeants.

Alors, s'ils ont bien fait de mettre ensemble leurs moyens et d'unir leurs efforts pour faire face à la famine et à la misère, on ne peut pas conclure, comme l'a fait "Le Soleil", que c'est là un moyen de sortir du sous-développement. Cela est une façon de donner bonne conscience aux dirigeants sénégalais dont ce journal est le porte-parole, alors qu'ils devraient avoir honte de n'avoir rien tenté pour améliorer les conditions de vie des gens pauvres.

Les limites de l'entreprise collective des paysans de Kaolack sont fixées d'avance par les moyens modestes dont ils disposent. Ils auraient déjà un immense mérite s'ils arrivaient par leurs propres actions à avoir de quoi vivre -même en période de soudure. Prétendre en finir avec le sous-développement et la pauvreté, même en étendant l'expérience des paysans de Kaolack pas seulement à l'ensemble du Sénégal mais de tout le continent est une illusion. Car pour sortir du sous-développement, il faut une toute autre expérience, une autre politique menée par les travailleurs et les paysans (dans un cadre plus vaste et non d'une région), visant à détruire les forces qui les exploitent, les oppriment et rendent leurs conditions de vie dures.

LA CAMPAGNE D'ARACHIDES EST MEDIOCRE, A QUI LA FAUTE?

Le directeur de la SONACOS, société de commercialisation de l'arachide, a récemment déclaré, à propos de la campagne en cours, qu'il n'y a pas "d'inquiétude pour le financement" des récoltes. Mais à y regarder de près, ce ne sont pas les sujets d'inquiétude qui manquent pour les paysans.

L'actuelle campagne agricole, de l'aveu même des autorités sénégalaises, a accusé du retard. Ce qui a pour conséquence la non collecte de l'arachide dans plusieurs centres de dépôts officiels. Les paysans se retrouvent avec leurs récoltes sur le bras, ne sachant pas quand ces centres vont rouvrir. Ainsi, dans la région de Kaolack, 400 tonnes d'arachides attendent toujours d'être collectées.

Dans d'autres régions, les paysans sont obligés de parcourir plusieurs kilomètres pour trouver un centre de collecte parce que le gouvernement et la SONACOS ont décidé de supprimer l'an dernier 126 centres de collecte. Le nombre de ces centres est tombé ainsi de 876 à 750. Bien entendu, pour le directeur de la SONACOS, plus proche des hommes du pouvoir, c'est à dire de ceux qui vivent du travail des autres que des paysans, il n'y a pas "d'inquiétude".

Mais pour ceux qui sont concernés, les paysans, le problème est évidemment différent. Le petit retard dans l'achat d'arachide peut tourner au drame pour la plupart des paysans qui vivent difficilement, eux et leur famille. Dans la mesure où leurs revenus s'amointrissent au fil du temps, avec la hausse incessante des prix des principaux produits de consommation courante sur les marchés. L'an dernier par exemple, le gouvernement, dans sa politique d'austérité, a porté un coup dur aux revenus des paysans sénégalais en baissant arbitrairement le prix du kg d'arachide. Alors pour ceux qui en ont assez d'attendre ou de parcourir des kilomètres avec leur récolte dans les bras, un conseil: ils n'ont qu'à envahir le palais présidentiel de Dakar pour le transformer en centre national de dépôts. C'est sûr que leur arachide sera très vite collectée.

COTE D'IVOIRE

CACAO : HOUPHOUET BOIGNY A PERDU SON PARI

Houphouët Boigny a cédé; il n'a pu tenir plus longtemps devant les pressions conjuguées des institutions internationales mises en place par l'impérialisme tels que le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale et les exigences des pays acheteurs. Le petit bras de fer qu'il a osé croiser contre ceux qui décident du prix du cacao s'est finalement terminé en sa défaveur car contrairement à ce qu'il espérait, les cours mondiaux n'ont pas remonté; ils ont même baissé. En effet depuis dix ans, ces cours n'ont pas cessé leur mouvement descendant, passant ainsi de 2130 FCFA le kg en 1977 à moins de 450 FCFA fin 1988.

Etant donné qu'en Côte d'Ivoire, le prix de revient du kg de cacao tourne autour de 700 FCFA, il y a donc un manque à gagner dans la livraison de 400 000 tonnes de cacao à la compagnie française Sucres et Denrées, en décembre. Les affaires étant les affaires, cette compagnie française n'a pas acheté tout ce cacao, sans l'ombre d'un profit.

En fait, l'Etat ivoirien dont une grande partie des recettes provient du cacao commençait à manquer de liquidité. Le mois de décembre par exemple les fonctionnaires étaient payés avec retard et des grondements de colère commençaient à se faire sentir parmi eux. De plus, il y a le problème de stockage. Plus le temps passe, plus augmentent les frais de stockage estimés par jour à 45 FCFA la tonne. Finalement Houphouët a décidé de sauver les meubles et de se plier à la loi du marché capitaliste.

Dans ce système économique mondial où c'est l'impérialisme qui fait la loi, qui fixe les prix des matières premières, y compris ceux du cacao, les états d'âmes ou l'opinion des valets comme Houphouët ne comptent pas. Mais il sait également comment se comporter avec ses valets pour ne pas trop les déconsidérer aux yeux de leurs populations. C'est ainsi que pour Houphouët, le gouvernement français a pu trouver un arrangement avec l'entreprise Sucres et Denrées, en octroyant un prêt de 400 millions de francs français à la Côte d'Ivoire, histoire de permettre à ce dernier de dire: "j'ai quand même obtenu quelque chose".

HOUPHOUET BOIGNY : "JE SUIS NE DANS L'OR"!

Le journaliste Pierre Péan qui avait déjà publié un livre intitulé "Affaires Africaines" (interdit par Giscard parce qu'il y parlait de certaines affaires de corruptions et de magouilles financières du gouvernement français et de certains de ses valets africains en Afrique) vient de publier un autre, "L'argent Noir". Un chapitre de ce livre est consacré à la Côte d'Ivoire. Il y fait état de certains scandales financiers, de détournements de fonds qui ont défrayé la chronique. Il reproduit également un discours qu'aurait tenu Houphouët Boigny en 1983 pour contrecarrer une "rumeur" largement répandue en Côte d'Ivoire sur l'origine de sa fortune et celle de son épouse.

... / ...

Voici ce que dit Houphouët: "on accuse ma femme de transactions mobilières et immobilières, ma pauvre soeur Faitai aussi. Et nous-mêmes nous nous sommes enrichis aux dépens de l'Etat, dit-on. Mais voyez-vous, pour la vérité, je suis obligé de dire des choses que vous ne saviez pas... Quand les sept anciens sont allés me chercher pour créer le syndicat agricole africain, je suis venu au pays, non pas les mains vides, mais chargées de richesses, c'étaient des voitures. Nous étions quatre en Côte d'Ivoire à posséder des véhicules: deux Européens, un Libanais et moi. J'ai été le premier en Côte d'Ivoire à introduire une Cadillac; les gouverneurs n'en avaient pas.

"Les gens s'étonnent que j'aime l'or. C'est parce que je suis né dedans... En 1947, ce n'est pas en 1960. Je n'étais pas Président de la république, et j'ai acheté ce qu'on appelait le château de Vipel... J'ai acheté la maison de Jean Gabin... J'ai acheté un appartement dans le 11ème pour mon fils... Je vous le dis honnêtement parce que des gens ont dit: "ils ont des biens à l'étranger". Moi j'ai des biens à l'étranger. Mais ce ne sont pas des biens de la Côte d'Ivoire. Quel est l'homme sérieux dans le monde qui ne place pas une partie de ses biens en Suisse... Et je serais, moi, fou de sacrifier l'avenir de mes enfants...?"

J'ai une partie de mes biens à Abidjan. Ce sont des milliards. Ils ne viennent pas de votre budget. C'est le fruit de mon travail... J'ai 4 milliards de chiffres d'affaires dans la culture d'ananas... Il y a une banque qui gère mes bénéfices sur l'avocat... Il y a une autre banque qui gère modestement les bénéfices de mon élevage de poulets... Et les gens qui ignorent l'utilisation de notre argent crient: ils ont volé, ils ont volé... Comment? Vous qui n'aviez rien, mais que ma politique a permis de sortir du trou, c'est vous qui allez maintenant me traiter de voleur? Celui qui est né dans l'argent et qui reste dans l'argent?... Je ne vois pas pourquoi ces gens-là parlent de dilapidation de l'argent, de ceci ou de celà..?

A se demander pourquoi Houphouët a-t-il éprouvé le besoin d'interdire ce livre en Côte d'Ivoire et de demander (et il l'a obtenu) à son vieil ami Mitterrand d'interdire son exportation dans toute l'Afrique de l'Ouest. Il ne veut pas qu'on dise que sa fortune, il l'a amassé sur le dos du peuple, notamment en se servant des caisses de l'Etat. A tel point qu'il ne sait plus faire la différence entre les deux. Il ne veut pas non plus qu'on dise qu'il y a des détournements de fonds, et ses ministres font comme lui. C'est la vérité et c'est pour cela qu'il est interdit d'en parler en Côte d'Ivoire.

TCHAD : LES ASSASSINATS CONTINUENT

Saleh Ngaba, journaliste, a été assassiné alors qu'il était dans les mains des géoliers de Habré. On lui reprochait, paraît-il, son appartenance à un mouvement d'opposition. Et pourtant, il a failli être exécuté en 1981 par le GUNT de Goukouni parce qu'il soutenait les FAN de Habré. C'est une victime parmi tant d'autres. Il fait partie de la liste, hélas très longue, des gens qui ont été assassinés pour leurs opinions ou soupçonnés comme opposants ou tout simplement ceux qui ont osé critiquer le régime ou ses dirigeants. Pour un crime porté à la connaissance du public, combien d'autres, parce que moins connus, sont restés dans l'ombre?

... / ...

Le régime de Habré, on ne le sait que trop, se maintient au pouvoir par la répression. Quand Habré arriva au pouvoir en juin 1982, le sud du pays n'était pas encore sous le contrôle de son armée, les Forces Armées du Nord. La "pacification" s'est faite dans le sang: des villages entiers brûlés, des hommes, des femmes massacrés jusqu'aux bébés.

Aujourd'hui, un système policier mis en place dans tout le pays, contrôle systématiquement la population. A Ndjaména par exemple, les cellules de l'UNIR, parti unique, existent dans chaque quartier. Ce sont de véritables nids d'espions. Les mouchards attirés infiltrés dans ces cellules n'hésitent pas, pour se faire de l'argent, à dénoncer des gens, quitte à inventer des charges contre leurs victimes. Les disparitions, les éliminations physiques n'étonne plus personne.

IMMIGRATION

ENTRE LES DISCOURS DE "BONNE ANNEE" ET LES ACTES, IL Y A UNE MARGE.

A l'occasion de la nouvelle année, François Mitterrand a annoncé son intention de faire quelque chose en faveur des travailleurs immigrés. Il a parlé de revoir la "loi Pasqua". Cette loi de 1986 qui limite au maximum les droits d'entrée des étrangers, qui facilite l'expulsion de ceux qui sont en situation irrégulière et qui rend plus difficiles les conditions d'attributions de la nationalité française.

En réalité, il n'est pas question du tout d'abroger la "loi Pasqua", mais seulement d'en modifier quelques modalités, notamment pour ce qui concerne les cas d'expulsion. Selon cette loi, tout immigré en situation irrégulière doit être expulsé sans même passer par la justice. Maintenant, ils seront autorisés à faire une demande de séjour et leur situation sera considérée cas par cas. En clair, cela veut dire que certains pourront peut-être avoir leur carte de séjour et d'autres pas.

Jusqu'à présent le discours de "bonne année" de Mitterrand a plutôt servi les préfets plus que les travailleurs immigrés en situation irrégulière. Nombreux d'entre ces derniers se sont en effet précipités aux préfectures pour se faire régulariser. C'est le cas à Nice et à Montpellier où plus de 3000 travailleurs en situation irrégulière se sont présentés dans les bureaux de préfecture. Résultat: non seulement ils n'ont pas obtenu satisfaction mais en plus ils ont été fichés par la préfecture. Certains d'entre eux risquent ainsi de se faire expulser. Joxe n'a pas interdit aux préfets de les expulser; il leur a tout simplement demandé d'étudier leur cas et d'expulser "ceux qui ne peuvent pas être régularisés".

En fait dans la déclaration de Mitterrand, il y a beaucoup d'hypocrisie et de démagogie. Il y a plutôt lieu de considérer que cette opération en faveur des immigrés est un "coup" politique qui lui sert en même temps de faire croire aux jeunes militants anti-racistes du PS qu'il fait quelque chose contre les idées de Le Pen mais aussi pour faire diversion dans le camp de la droite. Mitterrand cherche à rallier à la majorité présidentielle, des hommes politiques de droite qui acceptent de se faire baptiser "centristes" en échange de postes ministériels ou des accords pour les élections municipales.

... / ...

Surtout il cherche à rallier des hommes de droite qui ont montré leur hostilité à la campagne anti-immigré de Le Pen. Et pour cela, il a donc utilisé comme "appât" politique le thème de l'immigration si chère à Le Pen.

NAMIBIE

UN ETAT INDEPENDANT DE PLUS, MAIS PAS PLUS DE LIBERTE NI MOINS D'EXPLOITATION

Les dirigeants angolais, sud-africains et cubains ont récemment signé un accord (avec la bénédiction des représentants des USA, de l'URSS et de l'ONU) prévoyant le "démarrage du processus de l'indépendance" de la Namibie. Selon cet accord, l'Afrique du Sud accepte de rapatrier ses 40 000 soldats de la Namibie et de ne plus soutenir l'UNITA de Jonas Savimbi. En échange, les 50 000 soldats cubains présents en Angola ont 27 mois pour leur rapatriement. Il a fallu des mois de négociation pour aboutir à cet accord.

Selon le calendrier prévu, le "processus de l'indépendance" démarrera le 1er avril 1989 avec l'application de la "résolution 435" de l'ONU. Sept mois après auront lieu des élections supervisées par l'ONU. A l'issue de ce compte à rebours programmé et chronométré, l'OUA aura un membre de plus. Le 1er avril 1990, le drapeau namibien flottera à Windhock (qui changera peut-être de nom). Il y aura un président noir, et un gouvernement qui ne sera plus désigné par Prétoria, mais où les dirigeants de la SWAPO pourront siéger. Il y aura également des postes administratifs (jusque là détenus par les sud-africains) qui vont changer de titulaires.

Et pour l'écrasante majorité de la population, qu'est-ce qui va changer? Pour le peu d'information que nous pouvons avoir ici sur la situation dans ce pays, la presse ne mentionne même pas un petit mouvement d'euphorie de la population. Tout se passe comme si les seuls intéressés par ces accords sont les négociateurs et en marge, les dirigeants de la SWAPO qui n'ont d'ailleurs même pas eu droit de cité dans les négociations.

En réalité, hormis quelques symboles et quelques postes qui vont changer de mains, il n'y aura rien de changé dans cette colonie sud-africaine. D'ailleurs, la communauté blanche forte de 80 000 têtes constituée de sud-africains et d'allemands (25 000 personnes) ne semble pas trop être prise de panique. Exceptés peut-être quelques uns d'entre eux qui détiennent des postes administratifs élevés. En tout cas, les bourgeois, ceux qui détiennent réellement les richesses de ce pays, comme l'uranium, le diamant, les transports, la pêche, etc... semblent sereins. Voici ce que dit l'un d'entre eux: "l'indépendance de la Namibie se limitera au drapeau, aux portefeuilles ministériels et aux représentations diplomatiques à l'étranger".

Certains fermiers et commerçants allemands ont même déjà rencontré des dirigeants de la SWAPO pour négocier "une solution à la zimbabwéenne". L'Afrique du Sud n'est d'ailleurs pas prête à abandonner ses intérêts dans ce pays grand comme la France et l'Angleterre réunie; 70% des biens de consommation proviennent de l'Afrique du Sud. La production du diamant est entièrement dans les mains d'une filiale de De Beers (qui contrôle également la production minière d'Afrique du Sud).

L'unique port namibien en eaux profondes, Walvis Bay où transitent 90% des exportations de ce pays, gardera, même après l'indépendance, le statut d'enclave sud-africaine. Cette enclave servira en même temps à Prétoria de base stratégique pour faire le gendarme dans la région.

La Namibie n'aura pas officiellement le statut de bantoustan mais la différence ne sera pas grande. Ce sera un Etat internationalement reconnu, avec des dirigeants peut-être pas aussi fantoches que les Buthélézi et autres roitelets du Matabéland ou du Swaziland; mais tout de même un Etat où la vie de la population ne sera pas différente.

Les travailleurs des mines de diamant et d'uranium, les dockers, les petites gens des villes et les petits paysans eux continueront à vivre comme avant. Tout au plus l'indépendance pour eux se traduira par la présence dans l'appareil d'Etat et dans l'administration des gens de la même couleur de peau qu'eux et qui leur diront: "Maintenant vous allez travailler et produire pour la prospérité de notre nouvelle nation; et pour bâtir cette nation, il faudra que vous concédiez à faire des sacrifices". Alors, ceux qui oseront lever la voix pour protester ou pour revendiquer devront s'attendre à une répression qui ne sera pas moins féroce que celle exercée par l'Afrique du Sud. On les réprimera au nom de la nation à bâtir, comme saboteurs de l'indépendance.

Les pauvres et les exploités n'ont rien à attendre d'une telle indépendance où eux sont exclus d'avance. Même là où ils se sont battus les armes à la main (comme en Algérie ou en Angola), ils n'ont en fin de compte que servi de chair à canons aux dirigeants nationalistes qui se sont empressés de les désarmer une fois qu'ils ont assouvi leurs ambitions. Ceux-ci une fois au pouvoir se sont montrés aussi dictatoriaux, aussi féroces et méprisants à l'égard de la masse laborieuse. Les dirigeants algériens l'ont démontré tout récemment en faisant massacrer des jeunes manifestants.

Les exploités de la Namibie n'ont aucune illusion à se faire sur l'amélioration de leurs conditions de vie ni sur l'obtention des libertés démocratiques dans ce processus d'indépendance programmée à partir des salons climatisés de Brazaville, de New-York et de Genève. S'ils veulent que leur sort s'améliore, ils auront à se préparer à la lutte dès maintenant, non pas en tant que Namibiens mais en tant qu'exploités. C'est en adoptant résolument une politique de classe que le prolétariat de la Namibie pourra s'adresser à tous ses frères de la région pour s'émanciper ensemble.

La Namibie, une ancienne colonie allemande "confiée" à l'Afrique du Sud

La Namibie est une ancienne colonie allemande. En 1915, pendant la 1ère guerre mondiale, c'est l'Afrique du Sud qui va l'occuper. A la fin de cette guerre, l'Allemagne vaincue est contrainte de céder ces "possessions" aux autres puissances impérialistes rivales. C'est ainsi que la Namibie va être "confiée" à l'Afrique du Sud par la Société Des Nations (actuelle l'ONU). Depuis, l'Afrique du Sud a quasiment colonisé ce pays riche en ressources minières et stratégiquement bien placé pour servir de "zone tampon" et de base militaire avancée vers le Nord permettant à l'armée sud-africaine de mener des raids meurtriers en Angola contre les bases de l'ANC.

En 1985, Prétoria avait mis sur pied un gouvernement prétendument multiracial en accordant quelques postes subalternes à quelques privilégiés noirs. Cet accord

signé avec l'Angola et Cuba est-il un recul ou tout simplement une manière de gagner du temps? l'avenir nous le dira. En tout cas l'accord que les dirigeants de l'apartheid avaient signé avec Samora Machel ne les ont jamais empêchés d'aider la RENAMO, tout en poursuivant la répression contre les militants de l'ANC à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Afrique du Sud.

1988: UNE ANNEE DE PAIX ET DE CONCORDE. POUR QUI ?

L'année qui vient de s'écouler passe pour une année de paix et de concorde. A en croire certains médias, ceux qui gouvernent le monde seraient devenus plus responsables et plus attentifs face aux conflits que traverse le continent. Pour ces médias, le bilan de l'année qui vient de finir est largement positif.

Le journal "Le Monde" parle des divers conflits qui ont été résolus ou en voie de l'être et conclut: "en matière de violence les hommes ont pour une fois cédé la palme à la nature". Dans le même ordre d'idées, "Jeune Afrique" se veut plus précis: son éditorial du 4 janvier porte un titre on ne peut plus éloquent: "Un souffle de paix". Le directeur et éditorialiste de ce journal passe en revue les différents événements qui ont marqué l'année pour terminer sur un ton optimiste: " l'année 1988 (...) devrait compter, dans l'histoire, comme une bonne année au bilan largement positif".

Ainsi, semble-t-il, que l'air du temps soit celui de la paix, qu'un vent de paix balaie la planète pour le grand bien de l'humanité. Mais de quelle paix s'agit-il? la paix pour qui? Certes, qu'ici et là s'arrêtent quelques-unes de ces guerres sordides qu'entretiennent les grandes puissances de ce monde pourri pour diviser les peuples, opposer les populations les unes contre les autres, cela ne peut être qu'une bonne chose. Tout au moins ça permet d'épargner la vie des petites gens, des populations dont l'impérialisme et les dictateurs se servent comme chair à canon pour faire leurs sales guerres, comme tout dernièrement dans le conflit entre l'Iran et l'Irak.

Mais il se trouve que ce n'est pas la première fois que les différents bourreaux qui dirigent le monde signent des accords de paix. De tout temps il y a eu des arrangements au sommet sans que ceci n'aboutisse à une paix réelle pour les peuples. L'histoire a montré que, dans le système capitaliste, les accords et les traités de paix se révèlent comme de simples répit qui précèdent les périodes des boucheries. A l'époque de l'impérialisme, le système capitaliste cultive les divisions, le racisme, les guerres. Il se nourrit de cela, et par conséquent, il ne peut construire la paix pour les peuples.

Et dans tous les cas, qu'ici et là les canons s'arrêtent de tonner ou pas, cela ne change rien à la réalité du monde actuel; un monde où à cause du système capitaliste, la plus grande majorité de la population vit dans des conditions de précarité, de pauvreté et meurt souvent de différentes maladies pourtant guérissables et ce, en temps de paix ou pas. Ce n'est pas la fin des diverses tensions citées par les journaux qui va changer quoi que ce soit dans le sort des milliards d'exclus du système que sont les opprimés de ce monde. Ce n'est pas ça qui va apporter la paix dans leurs foyers et leur vie marquée par des luttes âpres pour la survie parce que la violence, les conflits, les guerres, c'est le système capitaliste qui les sécrète.

Déjà avant même que l'encre des rotatives ne sèche, les pauvres eux-mêmes ont apporté un démenti cinglant aux dires des journalistes sur la paix dans le monde. Au Soudan, en Zambie, au Maroc, au Benin, à Djibouti, le début de l'année a été marqué par des révoltes, des grèves, des émeutes qui sont autant de preuves, d'une part, du fait que la paix dont on parle ne concerne pas les pauvres, et d'autre part, de ce que c'est la misère, l'injustice qui sont les sources principales des conflits dans ce monde.

Pour les pauvres, la paix réelle ne viendra que quand le souffle de leur colère aura balayé la planète d'un bout à l'autre et l'aura débarrassée des dictateurs, des bourreaux et autres parasites qui se nourrissent de son sang.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.